



912

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et autres Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Haut-commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) et a l'honneur de se référer à la lettre référenciée AL MAR 1/2024 datée du 12 février 2024, adressée à cette Mission par : La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; Le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants ; et La Présidente Rapporteuse du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles ; se rapportant à une communication conjointe faisant état d'informations reçues concernant « le harcèlement, l'expulsion, et l'interdiction d'entrer au Maroc », dont aurait fait l'objet Mme Helena Maleno Garzon.

A cet égard, le HCDH voudra bien trouver, ci-joint, la réponse des autorités marocaines compétentes à ce sujet.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc saisit cette occasion pour renouveler au Haut-commissariat aux Droits de l'Homme l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 12 avril 2024.

Haut-commissariat aux Droits de l'Homme
Palais Wilson, rue des paquis 52,
1202 Genève
e-mail : ohchr.registry@un.org

**Réponse des autorités marocaines à la communication
conjointe de la Rapporteuse spéciale sur la situation
des défenseurs et défenseuses des droits humains,
du Rapporteur spécial sur les droits humains
des migrants et du Groupe de travail
sur la discrimination à l'égard
des femmes et des filles**

1. Comme suite à la communication conjointe AL MAR 1/2024 de la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, du Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants et du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles, en date du 24 février 2024, qui porte sur l'affaire concernant Helena Maleno Garzón, les autorités marocaines présentent ci-après leurs observations et explications quant à la forme et au fond.
2. Les autorités marocaines tiennent en premier lieu à affirmer qu'elles sont pleinement ouvertes et disposées à coopérer de façon constructive avec les mécanismes relevant des procédures spéciales, dans un cadre fondé sur le dialogue, l'impartialité, l'objectivité et la bonne foi, qui sont les prémisses fondamentales permettant d'accompagner et d'encourager les États dans leur action visant à renforcer le respect des droits de l'homme et à promouvoir ces derniers.
3. Confirmant toutes les informations et explications détaillées sur le cas de l'intéressée qu'elles avaient fournies en réponse aux communications conjointes AL MAR 1/2018 et AL MAR 5/2018 reçues des mêmes titulaires de mandat, les autorités rejettent catégoriquement toutes les allégations figurant dans la dernière communication conjointe, et plus particulièrement le lien que les auteurs tentent d'établir, sans présenter de motifs juridiques, objectifs ni factuels, entre la décision de ne pas donner suite à la demande de renouvellement du permis de séjour de l'intéressée et les activités de défense des droits des migrants menées par celle-ci.
4. Tout d'abord, l'allégation selon laquelle l'intéressée se serait vu retirer son permis de séjour pendant la durée de son procès est dénuée de tout fondement juridique solide : les pièces du dossier indiquent que le permis de séjour de l'intéressée a expiré le 15 juin 2018, que la demande de renouvellement qu'elle a soumise aux autorités compétentes a été rejetée, que l'intéressée a été informée de cette décision et qu'il lui a été notifié qu'elle devait quitter le territoire national dans un délai maximum de quinze jours.
5. Conformément aux dispositions de la loi n° 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, et à l'émigration et l'immigration irrégulières, les autorités compétentes ont rendu le 6 novembre 2018 leur décision d'empêcher l'intéressée d'entrer sur le territoire marocain. Cependant, en raison de considérations familiales liées à la poursuite des études de sa fille à Tanger, l'intéressée a été autorisée à entrer au Maroc et à en sortir de manière régulière, jusqu'au 23 janvier 2021, date à laquelle la police de l'aéroport de Tanger-Ibn Battouta lui a refusé l'entrée sur le territoire national et l'a renvoyée vers l'Espagne, compte tenu de la menace qu'elle représentait pour l'ordre public.
6. Il est affirmé dans la communication conjointe que l'intéressée est restée dans l'aéroport pendant plusieurs heures avant d'être « expulsée » vers l'Espagne et que la police lui a refusé l'accès à l'eau et aux médicaments dont elle avait besoin. L'enquête menée a permis de conclure, au contraire, que suite à la décision de refuser l'entrée sur le territoire à l'intéressée, celle-ci n'est restée dans l'aéroport international Ibn Battouta que pendant cinquante minutes, brève période durant laquelle elle pouvait faire appel aux services d'Air Arabia ou, pour une assistance médicale ou autre, à ceux de l'Office national des aéroports.

De plus, contrairement à ce qu'a indiqué l'intéressée, il y avait dans l'espace où elle attendait son avion toutes les installations nécessaires, notamment des restaurants, des cafés et des magasins, conformément au protocole en vigueur aux postes frontières aériens.

7. Par ailleurs, contrairement à ce que prétendent les auteurs de la communication conjointe, les différents documents officiels que les autorités judiciaires et administratives ont produits en l'espèce confirment que la décision de ne pas donner suite à la demande de renouvellement du titre de séjour a été dictée par le fait que la présence de l'intéressée sur le territoire marocain était devenue une menace pour l'ordre public, et que ce type de décision, qui relève du pouvoir discrétionnaire de l'administration, est exclu de l'obligation de motiver les décisions administratives. En effet, l'article 3 de la loi n° 03-01 relative à l'obligation de la motivation des décisions administratives émanant des administrations publiques, des collectivités locales et des établissements publics prévoit que cette obligation ne s'applique pas aux décisions administratives relatives à la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Il n'y a pas non plus eu de violation des dispositions de l'article 20 de la loi n° 03-02 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, et à l'émigration et l'immigration irrégulières, puisque, dans ce type de cas, l'administration n'est pas tenue de communiquer ses décisions par écrit aux personnes contre qui elles ont été rendues.

8. En outre, l'article 16 de cette dernière loi prévoit que « la carte de résidence peut être refusée à tout étranger dont la présence sur le territoire marocain constitue une menace pour l'ordre public » et seule l'administration est habilitée à apprécier le danger ou la menace que fait peser la présence d'un étranger sur l'ordre public.

9. Le 24 octobre 2018, exerçant son droit d'ester en justice en tant qu'étrangère, l'intéressée a fait appel de la décision rendue contre elle, par l'intermédiaire de son avocat, auprès du président du tribunal administratif de Rabat, en sa qualité de juge des référés. Ce dernier a rejeté l'appel le 31 octobre 2018, après avoir vérifié que la décision attaquée était légale et exempte des vices de légalité prévus à l'article 20 de la loi instituant des tribunaux administratifs, tels qu'une violation de la loi, un vice de forme, l'incompétence de l'autorité ayant pris la décision ou une situation de détournement de pouvoir. Cette décision a été confirmée en appel le 27 mai 2019 et le pourvoi en cassation a été rejeté par la Cour de cassation le 23 décembre 2021.

10. Par ailleurs, il convient de noter que, lorsqu'elle résidait à Tanger, de 2004 à 2021, l'intéressée avait fondé une association de défense des droits des migrants dénommée Caminando Fronteras et qu'elle menait ses activités librement, sans aucune restriction, et en coopération et en partenariat avec des organisations non gouvernementales étrangères et des associations marocaines. Il en découle que l'allégation selon laquelle l'intéressée aurait été harcelée du fait des activités qu'elle menait dans la légalité est dénuée de fondement et réfutée par la réalité.

11. En ce qui concerne les mesures de protection prises pour garantir que les défenseurs des droits humains des réfugiés, des migrants et des demandeurs d'asile puissent exercer leurs droits, il convient de rappeler que la législation nationale établit un cadre juridique intégré pour la protection des droits et libertés individuels et collectifs, conformément à l'article 2 de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, aux obligations conventionnelles du Royaume du Maroc, qui est partie aux principaux instruments du droit international des droits de l'homme, et à la Constitution, qui consacre divers types de droits et libertés fondamentaux, au premier rang desquels les droits civils et politiques, et en garantit le respect et l'exercice.

12. Bien que la définition des défenseurs des droits de l'homme soulève des questions juridiques en droit international comme en droit interne, la législation nationale, notamment la loi relative à la presse et à l'édition, la loi relative à la création d'associations et la loi organisant l'exercice de la profession d'avocat, garantit aux individus et aux groupes la défense de leurs droits et libertés fondamentaux, de manière générale et particulière. Cela concerne également les droits des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, auxquels les autorités marocaines tiennent à accorder une attention particulière, notamment dans le cadre de la Politique nationale d'immigration et d'asile qu'elles appliquent depuis 2013.

Celle-ci a notamment permis d'instaurer des garanties judiciaires pour la protection des défenseurs des droits humains des migrants, d'améliorer les conditions d'accueil des justiciables et des plaignants, y compris les défenseuses des droits humains, et de faciliter leur accès à la justice, à la faveur des mesures suivantes :

- Les moyens de communication modernes sont utilisés pour informer les plaignants de la suite donnée à leur plainte et des mesures prises à tous les stades de la procédure ;
 - Un centre d'appel a été créé, que les plaignants peuvent contacter pour savoir où en est le traitement de leur plainte, ce qui leur évite d'avoir à se déplacer régulièrement ;
 - Un service de dépôt de plainte par voie électronique a été lancé afin de simplifier les procédures d'accès aux services du ministère public ;
 - Une plateforme numérique spéciale a été créée pour que les femmes victimes de violations puissent porter plainte sans avoir à se déplacer jusqu'au tribunal compétent ;
 - Les organisations de la société civile sont associées au travail visant à faciliter le dépôt de plaintes.
-

جواب السلطات المغربية بشأن البلاغ المشترك الوارد من المقررة الخاصة المعنية بوضعية المدافعين عن حقوق الإنسان والمقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين وفريق العمل المعني بالتمييز ضد

النساء والفتيات

1. تبعاً للبلاغ المشترك (AL MAR 1/2024) الوارد من المقررة الخاصة المعنية بوضعية المدافعين عن حقوق الإنسان، والمقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، وفريق العمل المعني بالتمييز ضد النساء والفتيات بتاريخ 24 فبراير 2024 بشأن ملف السيدة هيلينا ملينو غارسون، تقدم السلطات المغربية ملاحظاتها وتوضيحاتها، في الشكل والجوهر كما يلي:

2. تؤكد السلطات المغربية بداية على انفتاحها التام وتعاونها البناء مع آليات الإجراءات الخاصة، في إطار قائم على الحوار المتبادل والحياد والموضوعية وحسن النية، كمنطلقات أساسية لمواكبة وتشجيع الدول على تعزيز احترام حقوق الإنسان والنهوض بها.

3. وبقدر ما تعيد التأكيد على كافة المعلومات الدقيقة والتوضيحات المفصلة التي قدمتها سلفاً بشأن حالة المعنية بالأمر جواباً على البلاغين المشتركين الواردين (AL MAR 5/2018 - AL MAR 1/2018) من نفس أصحاب الولايات المذكورة، بقدر ما تعبر، من هذا المنطلق، عن رفضها القاطع لكافة الادعاءات المضمنة في هذا البلاغ المشترك، ولا سيما محاولة المصدر، دون تقديمه للأسس القانونية والموضوعية والواقعية، الربط بين قرار عدم الاستجابة لطلب المعنية بالأمر المتعلق بتجديد بطاقة إقامتها، وممارسة نشاطها في مجال الدفاع عن حقوق المهاجرين.

4. بداية تؤكد السلطات المغربية أن ما تضمنه البلاغ المشترك من ادعاء بشأن سحب بطاقة إقامة المعنية بالأمر خلال سريان إجراءات محاكمتها يبقى غير مسنود بأساس قانوني سليم، حيث تفيد وثائق الملف أن بطاقة المعنية بالأمر انتهت صلاحيتها بتاريخ 15 يونيو 2018، وتم رفض طلب التجديد الذي تقدمت به إلى المصالح المختصة، وبلغت بهذا القرار، كما أشعرت بمغادرة التراب الوطني في أجل أقصاه 15 يوماً.

5. وطبقاً لمقتضيات القانون 02.03 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية وبالهجرة غير المشروعة، أصدرت السلطات المختصة في 06 نونبر 2018 قرارها بمنع المعنية بالأمر من دخول التراب المغربي، إلا أنه لاعتبارات عائلية تتعلق بمتابعة ابنتها دراستها بطنجة، فقد تم السماح لها بالدخول والخروج من المغرب، بشكل اعتيادي إلى غاية 23 يناير 2021 تاريخ رفض دخولها التراب الوطني من قبل شرطة مطار ابن بطوطة بطنجة وترحيلها إلى إسبانيا، بسبب تهديدها للنظام العام.

6. وفي هذا السياق، وخلافاً للادعاءات الباطلة المضمنة في البلاغ المشترك بشأن ترك المعنية بالأمر في المطار لعدة ساعات قبل أن يتم "طردها" في اتجاه إسبانيا، ورفض الشرطة تمكينها من الماء ومن الأدوية التي كانت بحاجة إليها، تؤكد نتائج البحث المنجز بهذا الخصوص أنه على إثر قرار المنع الصادر في حقها ظلت المعنية بالأمر بمطار ابن

بطولة الدولي لمدة 50 دقيقة فقط ، كما أن المعنية بالأمر كانت، خلال هذه الفترة الوجيزة، تحت رعاية شركة العربية للطيران، والمكتب الوطني للمطارات في حالة حاجتها للمساعدة الطبية أو غيرها، علما أن القضاء الذي كانت تنتظر به وصول الطائرة، يتوفر على جميع المرافق الضرورية من مطاعم ومقاهي ومحلات تجارية، وفق البروتوكول المعتمد والجاري به العمل في النقط الحدودية الجوية، وهو ما يفند ادعاءها في هذا الصدد.

7. كما أنه وعلى نقيض ما يدعيه مصدر البلاغ المشترك، تؤكد مختلف الوثائق الرسمية الصادرة في القضية عن مختلف السلطات القضائية والإدارية المختصة أن قرار عدم الاستجابة لطلب المعنية بالأمر تجديد بطاقة إقامتها أملاه كون تواجدتها بالتراب المغربي أصبح يهدد النظام العام، وأن هذا النوع من القرارات، الذي يندرج ضمن السلطة التقديرية للإدارة، مستثنى من إلزامية التعليل عملا بمقتضيات المادة 3 من القانون 01.03 بشأن إلزام الإدارات العمومية والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية لتعليل قراراتها الإدارية، التي تستثني من ضرورة التعليل القرارات الإدارية التي يقتضي الأمن الداخلي والخارجي للدولة عدم تعليلها ، كما أن هذا القرار لا يشكل أي خرق لمقتضيات المادة 20 من القانون 02.03 المتعلق بدخول وإقامة الأجانب بالمملكة المغربية وبالهجرة غير المشروعة، على اعتبار أن هذا المقتضى القانوني لا يلزم الإدارة في مثل هذه الحالات بتسليم قراراتها بشكل مكتوب إلى من صدرت في حقهم.

8. علاوة على ذلك، وطبقا لمقتضيات المادة 16 القانون سالف الذكر "يمكن رفض منح بطاقة الإقامة إلى كل أجنبي يشكل وجوده بالتراب المغربي تهديدا للنظام العام"، وأن للإدارة وحدها حق تقدير حدود الخطر أو التهديد الذي يمثله تواجد الأجنبي للنظام العام.

9. وضمانا لحقوق الأجانب في التقاضي، طعنت المعنية بالأمر في هذه القرار بواسطة دفاعها بتاريخ 24 أكتوبر 2018 أمام رئيس المحكمة الإدارية بالرباط بصفته قاضيا للمستعجلات، الذي أصدر أمرا بتاريخ 31 أكتوبر 2018 قضى فيه برفض الطلب، بعد أن ثبت له شرعية القرار المطعون فيه وخلوه من أي عيب من عيوب المشروعية المنصوص عليها في المادة 20 من القانون المحدث للمحاكم الإدارية، كمخالفة القرار للقانون أو وجود عيب في شكله أو صدوره عن جهة غير مختصة أو عند ثبوت انحراف في استعمال السلطة من طرف من أصدره، وهو الأمر القضائي الذي تم تأييده استئنافا بتاريخ 27 ماي 2019، وبعد الطعن فيه بالنقض أصدرت محكمة النقض قرارا بتاريخ 23 دجنبر 2021 قضت فيه برفض طلب النقض.

10. من جانب آخر، تجدر الإشارة إلى أن المعنية بالأمر منذ استقرارها بمدينة طنجة خلال الفترة الممتدة من 2004 إلى 2021، أسست جمعية تسمى "caminado Fronteras" للدفاع عن حقوق المهاجرين، وكانت تزاوّل نشاطها بكل حرية بدون أية قيود، وفي إطار تعاون وشراكة مع منظمات غير حكومية أجنبية وجمعيات وطنية مغربية، وبالتالي فإن دعاء تعرضها للمضايقات بمناسبة ممارسة نشاطها المشروع وفقا للضوابط القانونية المعمول بها، لا أساس له من الصحة ويفنده الواقع.

11. أما فيما يخص تدابير الحماية المتخذة لضمان حق المدافعين عن حقوق الإنسان للاجئين والمهاجرين وطالبي اللجوء، فيجب التذكير أنه انسجاما مع مقتضيات المادة 2 من إعلان حماية المدافعين عن حقوق الإنسان، فإن التشريع

الوطني وفر إطارا قانونيا متكاملًا يكرس حماية الحقوق والحريات الفردية والجماعية، انطلاقًا من الالتزامات الاتفاقية للمملكة المغربية التي تعد طرفًا في النواة الصلبة للقانون الدولي لحقوق الإنسان، والدستور الذي كرس مختلف أصناف الحقوق والحريات الأساسية وأقر ضمانات احترامها وممارستها، وفي مقدمتها الحقوق المدنية والسياسية.

12. ورغم الإشكالات القانونية التي يطرحها تعريف المدافعين عن حقوق الإنسان على صعيد القانون الدولي أو الوطني، إلا أن التشريع الوطني ومنه قانون الصحافة والنشر، والقانون المتعلق بتأسيس الجمعيات، والقانون المنظم لمهنة المحاماة، يضمن للأفراد والجماعات الدفاع عن حقوقهم وحرياتهم الأساسية بشكل عام، أو بشكل خاص، كما هو الحال بالنسبة لحقوق المهاجرين وطالبي اللجوء واللاجئين، والتي تحرص السلطات المغربية على إيلائها عناية خاصة، سيما من خلال السياسة الوطنية للهجرة واللجوء منذ 2013، والتي كان من بين نتائجها على مستوى الضمانات القضائية لحماية المدافعين عن حقوق الإنسان للمهاجرين، تحسين ظروف استقبال المرتفقين والمشتكين بما فيهم المدافعات عن حقوق الإنسان وتيسير ولوجهم إلى العدالة، وذلك من خلال:

- العمل على إشعار المشتكين بمآل شكاياتهم والإجراءات المتخذة فيها في سائر المراحل باعتماد وسائل التواصل الحديثة.
- تخصيص مركز للنداء للرد على جميع المكالمات المرتبطة بطلب معرفة مآل الشكايات المسجلة، لتجنب المشتكين عناء التنقل المتكرر بهذا الخصوص .
- إطلاق خدمة الشكاية الإلكترونية باعتبارها وسيلة لتبسيط إجراءات الولوج إلى خدمات النيابة العامة حيث يمكن للمشتكين تقديم شكاياتهم بطريقة إلكترونية.
- إحداث منصة رقمية خاصة لتمكين النساء الضحايا من تقديم شكاياتهن دون عناء الانتقال إلى المحكمة المختصة .
- إشراك جمعيات المجتمع المدني في عملية تسهيل الإبلاغ.